



Design : Rad Hourani se dévoile sous plusieurs angles au **Centre Phi** Page B 6

Michel David revient sur le code d'éthique des libéraux Page B 3

Manon Cornellier rappelle les dégâts causés par Stephen Harper Page B 2

PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 NOVEMBRE 2013



ARCHIVES LE DEVOIR



ARCHIVES LE DEVOIR

Lire, mais comment ?

L'édition numérique est maintenant devenue réalité

Colère, déception, trahison... Derrière l'indignation qu'a suscitée le virage numérique de Marie Laberge et d'Arlette Cousture se cachent des questions de fond qui méritent réflexion.

FRÉDÉRIQUE DOYON

Les multiples réactions de la semaine à la décision de Marie Laberge et d'Arlette Cousture de publier leurs œuvres via leurs sites Web auront au moins eu le mérite de dresser concrètement un constat : l'édition numérique est à nos portes. Et d'ouvrir le débat : mais quelle approche veut-on privilégier ?

Quelques précisions s'imposent d'abord. Les démarches des deux écrivaines se distinguent. Arlette Cousture a choisi de publier son prochain recueil de nouvelles, *Pourquoi les enfants courent-ils toujours après les pigeons*, directement sur son site Web, sans autre intermédiaire qu'un compte PayPal pour acheter chaque nouvelle au fil de leur parution.

« Ce n'est pas un déni de libraire ou d'éditeur, c'est une expérience d'écriture. Il faut plutôt la féliciter », a affirmé Gilles Herman de Septentrion, premier éditeur de l'industrie à numériser son catalogue, avant même l'entrée en jeu de l'entrepôt numérique.

Marie Laberge a pour sa part annoncé la vente imminente de ses 10 premiers romans via son site Web, en vertu d'une entente entre ses propres éditions Martha (qui avaient publié le roman épistolaire du même nom, première expérience semi-numérique de l'auteure) et iBooks. Son dernier titre, *Mauvaise foi*, tout juste paru, suivra le même chemin après avoir laissé une période de grâce à la vente papier, donc aux libraires.

« Déjà, comme traîtresse, on repassera », écrit M. Herman sur son blogue, mercredi.

Là où le bât blesse surtout, c'est dans l'entente avec Apple, ont indiqué différents intervenants du milieu du livre. Car Apple cultive les « jardins clos », rappelle José Plamondon, analyste en exploitation de contenus numériques. Pour lire ses contenus, il faut un iPad. « Pourquoi offrir ses livres juste sur cette technologie-là, pourquoi pas sur toutes les technologies ? », demande la bibliothécaire de formation, adepte des données ouvertes et du logiciel libre, qui favorise un format numérique standard accessible sur tous les supports et partage la déception du milieu du livre. Elle coorganise d'ailleurs la troisième édition de Bookcamp (8 novembre au Théâtre des Écuries), événement qui rassemble professionnels et amateurs autour des mutations du livre et de la lecture.

Désintermédiation

Mais on peut difficilement juger du choix de Marie Laberge à ce point-ci, puisqu'on ne connaît pas les détails de ladite entente. « Tout n'est pas finalisé », nous indique la relationniste de Marie Laberge, Patricia Huot.

Toujours est-il que la seule décision de deux

écrivaines de se tourner vers le numérique hors de la chaîne du livre a tout de même semé l'émoi du côté des bibliothèques publiques et des libraires. Ceux-ci se sont sentis exclus de la diffusion d'œuvres qu'ils ont pourtant contribué à faire connaître.

Car les démarches d'Arlette Cousture et de Marie Laberge suppriment les intermédiaires traditionnels entre l'auteur et ses lecteurs : éditeurs, imprimeurs, distributeurs, librairies. On l'a vu en musique et en cinéma, les nouveaux usages numériques favorisent naturellement cette « désintermédiation », comme l'appelle José Plamondon, bibliothécaire de formation, et analyste des contenus numériques, qui a suivi l'affaire Laberge et Cousture avec grand intérêt. « C'est sûr que ça ébranle tout l'écosystème. De là à invoquer qu'il faut absolument maintenir le système actuel parce que sinon, il n'y aura plus de livres, c'est partir en peur. »

Gilles Herman met un bémol sur la question de la désintermédiation. « Quand on dit qu'on coupe les intermédiaires, c'est surtout qu'on les change », dit-il. Vrai que même pour les livres numériques, il y a aussi un peu de travail d'édition à faire. Quelqu'un doit bien relire Arlette Cousture et Marie Laberge. Plusieurs auteurs ont d'ailleurs fait valoir dans *La Presse*, cette semaine, qu'ils n'envisageaient pas l'auto-édition entre autres pour cette raison.

Le modus operandi

Aucune disposition législative n'existe à l'heure actuelle en matière d'édition numérique. Mais plusieurs acteurs du livre (associations de bibliothèques, d'auteurs, d'éditeurs, de distributeurs, Bibliothèque et Archives nationales du Québec) ont convenu, avec les instances gouvernementales, d'un *modus operandi* qui respecte l'esprit de la loi du livre prévalant pour l'édition papier. Cette loi répartit les rôles et obligations de chaque maillon de la chaîne du livre, assurant une grande diversité de titres disponibles.

Pourquoi avoir choisi de transposer le mo-

dèle papier dans le numérique ? « On se demande nous aussi si c'est une bonne idée, répond Gilles Herman. Mais le seul autre modèle connu, c'est l'anglo-saxon. Et les Amazon et consorts ont tué la librairie aux États-Unis. » Une poignée de géants industriels qui s'empressent aujourd'hui de remplir le vide qu'ils ont créé.

L'argument protectionniste lié à l'écosystème mondial actuel de l'édition numérique, José Plamondon veut bien l'entendre pour défendre le prix réglementé, actuellement à l'étude à Québec. Une mesure à laquelle elle adhère dans le contexte actuel, pour assurer à l'auteur une juste rémunération et au lecteur de payer un juste prix. « C'est difficile de négocier avec de gros détaillants. Et c'est quoi, le juste prix, pour un contenu culturel ? Il y a du monde derrière les livres et on ne peut pas les faire écrire en Chine... »

Pour ce qui est du développement de l'édition numérique québécoise, défend la chaîne du livre à tout prix n'a pas de sens, selon elle. « À quoi ça sert de protéger un modèle vieillissant, sinon à protéger des acquis ? En attendant... Il va falloir que les parties prenantes [de l'industrie du livre] révisent leurs positions ; tout le monde peut avoir une utilité quelque part, mais il faut la redéfinir. » Et pour cela, « il faut expérimenter », donc encourager la multiplication de démarches comme celles d'Arlette Cousture et de Marie Laberge et d'autres encore.

Car qui sait quelles déclinaisons connaîtra le livre de demain ? Qui sait si l'enfant de demain ne racontera pas ses histoires « en écrivant un bout, en le chantant et en lui donnant aussi la forme d'un jeu ? » lance M^{me} Plamondon. Il ne faut pas confondre le livre objet et la création elle-même. Le fichier numérique peut supporter du son, des images, du texte.

Mais au final, « le numérique, c'est un des outils », rappelle M^{me} Plamondon. « Ça doit multiplier les options, ça n'empêche pas d'avoir des livres papier et des librairies... »

Le Devoir

L'édition numérique au Québec

Les ventes numériques représentent environ 4 % du marché du livre au Québec. C'est 10 % pour le reste du Canada et 25 % pour les États-Unis. Mais attention, signale l'analyste José Plamondon, « les chiffres ont toujours un ou deux trains de retard sur les usages réels ». Déjà, Pascal Assathiany, directeur général de Boréal, fait remarquer que cette part peut augmenter jusqu'à 10 % pour la littérature de genre (polar, science-fiction, littérature érotique...) de sa maison. La plupart des éditeurs publient simultanément les nouveautés en versions papier et numérique. Certains résistent, principalement par crainte du piratage. D'autres comme Boréal et Septentrion ont même numérisé une large part

de leur catalogue. Éviter de numériser ne freine pas le piratage, indique M. Assathiany. Trois entrepôts numériques (agrégateurs) se chargent de la « distribution » : *Entrepôt numérique.com*, Messageries ADP numériques, et *Prologuenumerique.ca*. Les librairies en ligne : outre *Renaud-Bray.com* et *Archambault.ca*, les librairies indépendantes sont ralliées sous *Ruedeslibraires.com*. La plateforme *Prêtnumérique.ca* est implantée dans plus de 40 bibliothèques ou réseaux de bibliothèques pour 500 points de services à travers le Québec. Il y a eu 390 000 prêts jusqu'ici. Quelque 85 000 personnes se sont connectées à ce jour.

FRANCE

Les « 343 salauds » font scandale

Une blague de collégien provoque un tollé et relance le débat sur la condamnation des clients de la prostitution

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

Cela aurait pu passer pour une simple blague de potache. À la une du magazine satirique *Charlie Hebdo*, elle aurait été accueillie dans l'indifférence générale. Mais en première page de la revue *Causeur*, l'affaire a vite provoqué un scandale. Ce magazine mensuel fondé au printemps par la journaliste Elisabeth Lévy publiait cette semaine une pétition signée par 343 personnalités françaises opposées au projet de loi pénalisant les clients de la prostitution dont on discutera bientôt à l'Assemblée nationale.

L'affaire en serait restée là si, en France, ce *Manifeste des 343 salauds* n'évoquait immédiatement cet autre manifeste surnommé le *Manifeste des 343 salopes*. Signée en 1971 par 343 Françaises, dont Simone de Beauvoir et Catherine Deneuve, la pétition prenait position pour la légalisation de l'avortement. Ses signataires, en révélant avoir subi un avortement, risquaient d'être poursuivies devant les tribunaux.

Il n'en va évidemment pas de même pour les « 343 salauds » qui poussent la provocation

jusqu'à récupérer le slogan utilisé par SOS Racisme en 1985. « Touche pas à mon pote ! » devient sous leur plume « Touche pas à ma pute ! ». Ces sarcasmes ont aussitôt soulevé un tollé parmi les groupes féministes, les élus et les organismes de défense des prostituées, qui ont tous dénoncé un amalgame provocateur. « Ce parallèle est abject », selon Anne-Cécile Mailfert, porte-parole de l'organisme Osez le féminisme. Pour la ministre des

Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, « les 343 salopes réclamaient en leur temps de pouvoir disposer librement de leur corps. Les 343 salauds réclament le droit de disposer du corps des autres. »

Ces « 343 salauds », qui ne sont en fait que 18, se recrutent aussi bien à gauche qu'à droite. On y trouve l'écrivain à succès Frédéric Beigbeder, l'humoriste Basile de Koch (mari de l'égérie de la Manif pour tous, Frigide Barjot), les journalistes Eric Zemmour et Ivan Rioufol, ainsi que le comédien Philippe Caubère et le chanteur Antoine. En matière de prostitution, les signataires se disent « croyants, pratiquants ou agnostiques ». « Certains d'entre nous sont allés, vont, ou iront aux "putes" et n'en ont même pas honte », écrivent-ils. Leurs propos visent, disent-ils, les « ligues de vertu qui en veulent aux dames (et aux hommes) de petite vertu ». « Contre le sexuellement correct, nous entendons vivre en adultes », affirment les signataires. Selon Elisabeth Lévy, directrice de *Causeur*, il ne s'agit pas de défendre la prostitution, mais la liberté. « Et quand le Parlement se mêle d'édicter des normes sur la sexualité, notre liberté à tous est menacée », dit-elle.

Repénaliser la prostitution ?

Si la provocation soulève une large réprobation, il en va autrement de l'opinion des signataires sur le projet de loi qui sera débattu à la fin novembre. Selon un récent sondage TNS-Sofres, seulement un Français sur cinq est d'accord avec les fortes amendes (allant jusqu'à 1500 euros) qui devraient punir les clients une fois le projet de loi adopté et qui auront pour résultat de recriminaliser la prostitution en France. Les clients pourraient être aussi condamnés à un « stage » destiné à leur faire « prendre conscience » de la réalité de la prostitution. Actuellement, en France (comme au Canada), la prostitution n'est pas illégale. Seuls le racolage et la tenue d'une maison de débauche peuvent être punis par la loi.

Même s'ils dénoncent une provocation outrancière de la part des « 343 salauds », les organismes de défense des prostituées sont tous

VOIR PAGE B 2 : SALAUDS

PERSPECTIVES

Démocratie fragile



MANON CORNELLIER
à Ottawa

Le premier ministre Stephen Harper aura deux ans, si on ne le bouscule pas, pour se remettre de la crise au Sénat, mais qu'il y arrive ou non, il portera la responsabilité des dégâts durables causés non seulement à cette institution, mais à presque tous les piliers de notre système démocratique.

Le Sénat domine les manchettes, mais il n'est pas le seul à voir sa crédibilité et sa légitimité ébranlées jour après jour par les manœuvres du gouvernement Harper. Cela se poursuit au Parlement, dans la fonction publique, à la Cour suprême, chez les chiens de garde du Parlement. Interprétant les lois et les règles à leur manière, les conservateurs imposent depuis presque huit ans une façon de faire qui affaiblit ces institutions.

La Cour suprême est la dernière victime d'une approche qui donne toujours préséance aux calculs politiques à courte vue. Respectée de tous, reconnue pour son professionnalisme, elle est depuis environ un mois plongée malgré elle dans une controverse qui risque de nuire à son fonctionnement et de porter ombrage à son indépendance.

La nomination du juge Marc Nadon à un des trois postes réservés au Québec est contestée, car elle ne respecterait pas les critères inscrits dans la Loi sur la Cour suprême. Le gouvernement s'en défend, armé d'un avis juridique, mais signe qu'il doute, il a inséré un amendement à la loi dans son dernier projet de loi budgétaire omnibus. Il a aussi demandé l'avis de la Cour suprême sur la question. En attendant, le juge Nadon ne siège pas, mais occupe quand même un bureau à la Cour, ce qui veut dire qu'il côtoie ceux-là mêmes qui devront juger de son sort.

À cause de cet imbroglio, le renvoi du gouvernement fédéral sur la réforme du Sénat sera entendu en l'absence d'un juge du Québec. À moins que la Cour reporte l'audience prévue en novembre. Le problème pour elle est que peu importe sa décision, cette dernière aura inévitablement une forte saveur politique.

♦ ♦ ♦

Le Parlement est la principale victime de ce mépris des institutions. Depuis 2007, le gouvernement a pris l'habitude de présenter des projets de loi budgétaire omnibus, des fourre-tout parfois monstrueux qui rendent impossible toute étude sérieuse des multiples réformes qui s'y trouvent. Malgré cela, le bâillon est imposé à répétition pour escamoter les débats difficiles, quand ce n'est pas la prorogation.

Comme si cela ne suffisait pas, les conservateurs ont changé cette semaine les règlements pour empêcher les députés indépendants de présenter à la Chambre leurs amendements aux projets de loi gouvernementaux. Ils devront le faire en comité, où ils n'auront que quelques minutes pour expliquer leur position et seront ensuite à la merci du président dudit comité, ou pire, de la majorité conservatrice. Ce ne sera plus le président de la Chambre qui jugera de la recevabilité de leurs modifications. Le chef du Parti vert, Elizabeth May, et ses collègues ont protesté. En vain.

Qui s'en étonne? Ce gouvernement n'a jamais démontré le moindre respect pour le travail des députés. Il les traite comme des marionnettes. Il impose une discipline de fer à son caucus, dicte aux députés conservateurs la plupart de leurs discours en Chambre et de leurs questions en comité.

♦ ♦ ♦

La fonction publique a aussi été mise au pas et on continue à lui serrer la vis. On ne veut pas de son avis fondé sur les faits et la science. On veut des solutions qui collent aux positions idéologiques du parti au pouvoir, quitte à faire fi de la réalité. L'abandon du recensement obligatoire, la fermeture de plusieurs organismes respectés mais critiques, les compressions dans la recherche intra-muros, le peu de cas fait des avis des juristes du ministère de la Justice n'en sont que quelques exemples.

Le système d'accès à l'information est en crise, les plaintes augmentent. Même chose en matière de protection de la vie privée. Mais de tous les fonctionnaires du Parlement, c'est peut-être le directeur général des élections qui a le plus de fil à retordre avec ce gouvernement. Ou, devrait-on dire, avec les conservateurs.

Quand les députés ne peuvent étudier adéquatement le budget et les projets de loi, quand les débats sont outrageusement écourtés, quand les sénateurs sont traités en vassaux obéissants, quand les fonctionnaires du Parlement n'ont pas les ressources nécessaires pour faire la lumière sur les agissements du gouvernement, quand la Cour suprême est prise en souricière, ce sont tous les rouages de notre démocratie et tous les contrepoids au pouvoir déjà quasi absolu du premier ministre qui se retrouvent affaiblis.

La grande perdante est la démocratie, le seul gagnant, le premier ministre. Et aussi, il faut le dire, une certaine conception autoritaire du pouvoir. Après tout, Stephen Harper n'a-t-il pas déjà répondu à un journaliste qui lui demandait s'il avait le permis pour conduire le véhicule tout-terrain qu'il enfourchait: «Je fais les règles»? Et à un fonctionnaire qui lui rappelait qu'il ne pouvait dicter à Postes Canada l'émission d'un timbre particulier: «Je m'en fiche, je le veux»? Et il l'a eu...

mcornellier@ledevoir.com



ARCHIVES LE DEVOIR

Après le rejet de cette semaine, nul ne sait quand un nouveau projet de loi sera présenté.

MINES

Difficile de s'extraire du débat partisan

Les caquistes et les libéraux ont décidé cette semaine de mettre à mort la réforme de la Loi sur les mines, tous deux imputant l'échec de cette troisième tentative de refonte au Parti québécois. Mais au-delà des querelles partisans, le Québec devra continuer de vivre avec une législation minière qui n'a pas connu de changements majeurs depuis des décennies.

ALEXANDRE SHIELDS

Mercredi matin, l'opposition à l'Assemblée nationale a refusé d'aller plus loin dans l'étude du projet de loi 43, censé permettre une révision de la «vieille» Loi sur les mines souhaitée par plusieurs, mais rejetée à bien des égards par l'industrie.

La ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, s'est dite «surprise» de l'attitude des caquistes et des libéraux, elle qui s'était pourtant montrée ouverte à la discussion sur les éléments les plus litigieux de la réforme. Mais pour les libéraux, le problème, c'est justement M^{me} Ouellet. «Nous n'avons aucune confiance en cette ministre. Elle est indigne de confiance», a lancé, sur un ton particulièrement virulent, le porte-parole libéral en matière de développement économique et de mines, Jean D'Amour. Le député n'en était pas à ses premières attaques envers la ministre, dont l'opposition veut la tête depuis sa nomination. En commission parlementaire cet automne, il n'a cessé de répéter qu'elle et le Parti québécois avaient tout fait pour bloquer le précédent projet de loi sur les mines, le projet de loi 14.

Blocage libéral

Cette semaine, c'était toutefois au tour du Parti libéral de se livrer au blocage. La manœuvre a d'ailleurs surpris tant les groupes environnementaux que les représentants municipaux et les centrales syndicales, qui entrevoient tous l'adoption d'une nouvelle législation avant Noël. «C'est désolant de voir les

partis d'opposition dire que l'économie est importante et rejeter du même souffle un projet de loi qui vise précisément à augmenter les retombées économiques découlant de l'exploitation des ressources naturelles», a déploré le directeur du Syndicat des Métallos, Daniel Roy.

Reprenant le discours du lobby minier, les libéraux n'ont pas caché leur refus d'imposer aux minières l'obligation de déposer une étude de faisabilité de la transformation du minerai au Québec avant l'obtention d'un bail d'exploitation.

Le gouvernement avait toutefois signifié son intention de reculer sur cette obligation. Mercredi, M^{me} Ouellet a d'ailleurs parlé d'une étude d'«opportunité» essentiellement «technique». Il faut savoir que la vaste majorité des projets en développement sont conçus pour une exportation directe du minerai à l'état brut. Mais remettre en question cette réalité risque de «créer de la pauvreté», disait l'an dernier le ministre libéral délégué aux Ressources naturelles et à la Faune, Serge Simard.

Même fin de non-recevoir en ce qui a trait à la divulgation des montants de redevances versées par les minières et du tonnage de minerai exploité. À l'heure actuelle, il est impossible pour les citoyens de savoir quelles mines paient des redevances. La moitié d'entre elles ne verseraient pas un sou, a déjà souligné le PQ.

Et du temps des libéraux, l'État a donné plus de 700 millions en aides fiscales de toutes sortes à l'industrie entre 2002 et 2008. Pendant cette même période, les minières ont versé un total de 259 millions en redevances, soit 1,5% d'une production totalisant 17,1 milliards.

«Pouvoirs arbitraires»

Beaucoup a été dit sur les pouvoirs «arbitraires» que le gouvernement souhaitait accorder au ministre des Ressources naturelles. Outre la question de la transformation, il était

Les investissements miniers ont atteint 5,13 milliards en 2012, ce qui représente un record

en effet question de donner à Québec un droit de regard sur la définition des zones désignées par les MRC comme étant incompatibles avec l'exploitation minière. Pour les minières et les libéraux, cela revenait à octroyer à Martine Ouellet le droit de bloquer des projets. Mais en fait, l'idée était surtout de se donner les moyens d'ouvrir un territoire prometteur à l'industrie.

La mort du projet de loi 43, a rappelé le porte-parole de la Coalition Québec meilleure mine, conserve intact le droit des minières d'exécuter des travaux d'exploration sur des terres publiques «sans devoir informer ou consulter les collectivités directement touchées». Une situation qu'a unanimement déplorée le milieu municipal. Et exit l'évaluation environnementale pour tous les projets miniers, qui se multiplient depuis quelques années.

Pendant ce temps, malgré l'«incertitude» associée à l'élection du PQ, les investissements se poursuivent au Québec. Selon l'Institut de la statistique du Québec, les investissements miniers ont atteint 5,13 milliards en 2012, ce qui représente un record. Si on prévoit un recul cette année, 2013 devrait représenter la deuxième année en importance de l'histoire de la province.

Tous ces projets se mettent en place alors que, de l'aveu même de Martine Ouellet, nul ne sait quand un nouveau projet de loi sera présenté. La situation «minoritaire» du gouvernement rend la chose difficile à entrevoir. Pour le responsable des questions environnementales à la CSN, Pierre Patry, la joute politique qui s'est disputée cette semaine a toutefois de quoi réjouir l'industrie. «Cette opposition n'a qu'une seule fin, assurer le statu quo pour que les entreprises minières, qu'elles soient du secteur de l'exploration ou de l'exploitation, puissent continuer de piller nos ressources naturelles.»

Le Devoir

SALAUDS

SUITE DE LA PAGE B 1

opposés à cette nouvelle loi inspirée de ce qui se fait en Islande, en Norvège et en Suède (où les clients sont même passibles d'un an de prison). Si elle a traité les «343 salauds» de «paternalistes», la secrétaire générale du Syndicat du travail sexuel (STRASS), Morgane Merteuil, estime que la pénalisation des clients obligera les prostituées à se cacher et rendra leur travail encore plus dangereux.

«Nous sommes unanimes à considérer que la pénalisation des clients ne fera pas disparaître la prostitution, mais accentuera la précarisation des prostituées en les forçant à davantage de clandestinité, et en les éloignant des associations de soutien et de santé communautaires», affirme

le Manifeste contre la pénalisation des prostituées et de leurs clients, signé par plusieurs dizaines d'organisations françaises de défense des prostituées. Un point de vue repris par plusieurs experts selon qui, si la prostitution de rue a diminué en Europe du Nord, elle se serait simplement déplacée vers Internet.

Surenchère médiatique

La revue *Causeur* n'est pas la seule à surenchérir sur le sujet. Dans son dernier numéro, le magazine féministe de gauche *Causette* y allait lui aussi de quelques outrances dans un article intitulé *55 raisons de résister à la tentation* (de rencontrer une prostituée). Parmi ces raisons, on pouvait lire celle-ci: «Parce que, quitte à se taper une fille qui n'a pas envie, autant la violer, c'est moins cher». «Causette est abo, Causette est minable, Causette est abominable», affirme la militante Crêpe Georgette sur le site de STRASS.

Le manifeste des «343 salauds» n'était pas encore imprimé qu'il suscitait la création d'un site appelé les «343 connards» invitant à cliquer sur la photo de l'un des signataires pour lui envoyer un mot par le biais de Twitter. Le chroniqueur Bruno Roger-Petit du *Nouvel Observateur* a qualifié les signataires du manifeste de «proxénètes de la polémique».

Alors que l'humoriste Nicolas Bedos faisait marche arrière et prétendait avoir signé le manifeste «en cellule de dégrisement», Elisabeth Lévy semblait stupéfaite du tollé qu'elle avait provoqué.

«On ne pouvait pas anticiper un truc pareil, un tel tombereau d'injures. On a l'impression d'avoir profané quelque chose», a-t-elle déclaré sur Europe 1.

Après la polémique médiatique, le débat sur le projet de loi reste entier.

Le Devoir

PERSPECTIVES

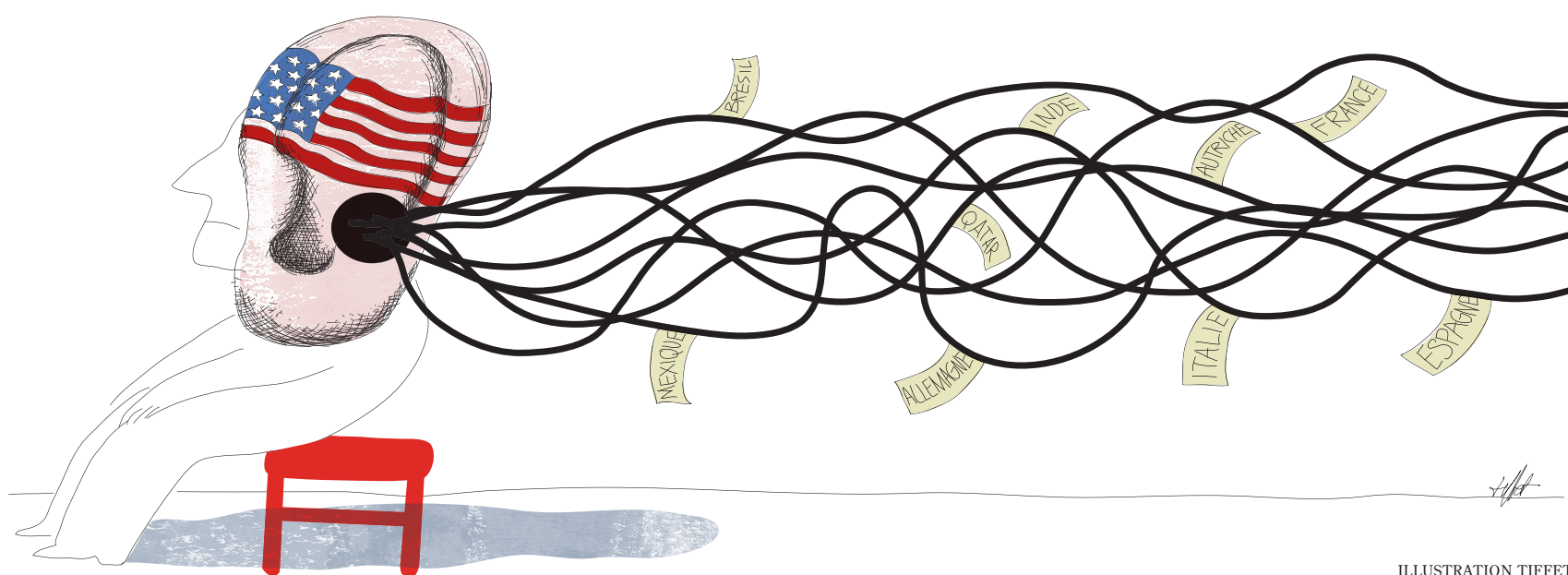


ILLUSTRATION TIFFET

ÉTATS-UNIS

Obama et les dommages collatéraux

La Maison-Blanche reconnaît seulement que les révélations d'écoutes par l'Agence américaine de Sécurité (NSA) des communications de la chancelière allemande, Angela Merkel, et des dirigeants et populations d'autres pays proches des États-Unis provoquent des « tensions » entre Washington et ses alliés. Mais selon des politologues américains, le dernier scandale en date à sortir des divulgations d'Edward Snowden sur la NSA remet en cause la crédibilité de Barack Obama et de l'ensemble du gouvernement américain.

MARIE-CHRISTINE BONZOM

à Washington

Si l'espionnage de responsables politiques et de diplomates par l'Agence nationale de sécurité a soulevé un tollé de l'Allemagne au Brésil, de la France à l'ONU, de l'Espagne à l'Union européenne, il a suscité relativement peu d'indignation aux États-Unis. Certes, une manifestation a rassemblé des milliers de personnes à Washington le 26 octobre. Mais ce défilé, première protestation publique contre la NSA depuis le début des révélations d'Edward Snowden en juin, avait été préparé bien avant le coup de fil à Barack Obama d'une Angela Merkel en colère.

Dans leur grande majorité, les milieux politiques et médiatiques ont pour leur part repris la ligne de défense mise en circulation par la Maison-Blanche et la NSA, qui cherche à minimiser l'importance du problème. Ils martèlent ainsi que les États-Unis ne font pas plus d'espionnage que leurs alliés et que l'espionnage américain s'inscrit dans la lutte contre le terrorisme.

Comme d'habitude, quand il est question de dossiers liés de près ou de loin à la sécurité nationale, le président Obama reçoit le soutien, non seulement de la plupart de ses amis démocrates de la Chambre et du Sénat, mais aussi de l'écrasante majorité de l'opposition républicaine, y compris de personnages aussi douteux que Dick Cheney, l'ancien vice-président de George W. Bush.

« Les réactions tièdes aux États-Unis s'expliquent en partie par la politique intérieure, beaucoup de démocrates hésitent à attaquer un président qu'ils appuient en général et à faire le jeu des républicains qui critiquent et bloquent toutes les initiatives d'Obama », déclare au Devoir Julian Zelizer, professeur d'histoire politique à l'Université de Princeton, auteur de *Arsenal of Democracy: National Security from World War One to the War on Terrorism* et directeur de l'ouvrage collectif *The Presidency of George W. Bush: A First Historical Assessment*.

De son côté, George Edwards, professeur de science politique qui dirige le Département des études présidentielles à l'Université Texas A&M et de l'*Oxford Handbook of the American Presidency*, indique que « le parti d'opposition ne fait pas grand bruit de cette affaire, car les républicains soutiennent cet espionnage, ils ne reprochent pas à Obama d'être trop agressif dans la recherche de renseignements ».

Les particularités

Au-delà de l'adhésion des milieux politiques et médiatiques à la théorie de la suprématie de l'impératif sécuritaire, les particularités culturelles et sociales des États-Unis expliquent la relative indifférence quant aux écoutes placées sur Angela Merkel et une trentaine d'autres chefs d'État et de gouvernement. « Notre pays est devenu engourdi, insensible à ce genre de scandale. Depuis des années, la plupart des Américains ont connu toutes sortes d'intrusion dans leur vie privée de la part de leurs employeurs, des entreprises, de l'Internet, et puis du gouvernement fédéral après les attentats du 11-Septembre 2001. Il y a aussi chez eux une peur authentique du terrorisme », note le professeur Julian Zelizer.

Harvey Feigenbaum, basé dans la capitale américaine où il est professeur de science politique et de relations internationales à l'Université George Washington, explique que « la majorité des Américains présumait déjà depuis longtemps, bien avant les attentats de 2001, que tout le monde écoute tout le monde ».

« Aujourd'hui, la plupart des Américains acceptent l'idée que ce type d'espionnage est nécessaire pour lutter contre le terrorisme, ce qui est moins vrai des Européens et probablement des Canadiens, et, surtout, les Américains sont plus paranoïaques au sujet du terrorisme et sont prêts à sacrifier plus de liberté sur l'autel de la sécurité que d'autres peuples occidentaux », poursuit Harvey Feigenbaum.

Il est révélateur que la condamnation la plus rapide et la plus forte des agissements de la NSA contre les dirigeants et les populations de pays alliés soit venue non pas de la Maison-Blanche, non pas d'un membre des commissions des renseignements de la Chambre ou du Sénat censées avoir pouvoir de supervision sur la NSA, non pas d'un des journaux les plus influents comme le *Washington Post*, le *New York Times*, le *Wall Street Journal* ou le *Los Angeles Times*, mais d'un quotidien local, le *Pittsburgh Post-Gazette*.

« La NSA n'est plus maîtrisée et doit être vite reprise en main par le président Obama, le Congrès ou les tribunaux », jugeait ainsi dès le 22 octobre



Barack Obama

SAUL LOEB AGENCE FRANCE-PRESSE

« Il n'y a rien de bon dans cette affaire pour le président Obama, pour la fonction présidentielle en général, et donc pour les États-Unis »

George Edwards

ce journal de la Pennsylvanie, le quotidien le plus lu à Pittsburgh. Le *Post-Gazette* ajoutait que « le prix de la sécurité est devenu bien trop élevé ».

Ce n'est que six jours plus tard que le *Washington Post* publia une tribune aussi forte, celle du commentateur Eugene Robinson qui, abandonnant le porte-voix qu'il avait jusqu'alors tenu pour le président, exprimait ses doutes quant aux prétentions d'innocence de la Maison-Blanche.

« Comment cela est-il possible, vraiment ? Tout un chacun s'attendrait à ce qu'Obama, ayant reçu de la NSA tel ou tel renseignement extraordinairement intime sur les pensées ou les intentions d'un dirigeant étranger, demande comment ces informations sont obtenues ; penser qu'Obama réfrènerait sa curiosité pour se réserver la possibilité d'un déni n'a aucun sens, puisque tout président est, au bout du compte, responsable quand ses espions sont pris en train d'espionner », écrivait Robinson le 28 octobre.

Pire que Orwell

Le commentateur du *Washington Post* dénonçait aussi « la quête d'omniscience de la NSA, qui dépasse tout ce que Orwell aurait pu imaginer », de même que le ridicule des écoutes sur Angela Merkel et consorts. « S'aliéner des dirigeants clés et une large opinion publique dans des pays amis est un moyen idiot et contre-productif de lutter contre le terrorisme », estimait Eugene Robinson. Et l'éditorialiste d'asséner : « Tandis que les analystes de la NSA étaient occupés à passer au peigne fin des milliards d'appels téléphoniques, ils n'avaient aucune idée que l'un de leurs collègues contractuels, un mec appelé Snowden, s'appretait à vendre la mèche ».

De deux choses l'une. Soit Barack Obama savait et avait approuvé les écoutes sur certains de ses collègues du G8 et du G20, soit il n'était pas au courant, même s'il était peut-être opposé à ce genre de pratiques.

« Qu'il ait su ou non, il n'y a rien de bon dans cette affaire pour le président Obama, pour la fonction présidentielle en général, et donc pour les États-Unis, car ce scandale souligne un certain échec et constitue un fiasco », lance le professeur George Edwards de Texas A&M. « C'est un abus de confiance entre alliés, il est vraiment difficile de justifier l'espionnage des communications de la chancelière allemande par la lutte contre le terrorisme, et difficile de forger des relations étroites avec des amis qu'on espionne », explique-t-il.

« C'est un embarras pour l'administration Obama, que le président ait su ou non », estime

aussi Harvey Feigenbaum. « Obama est responsable de cette structure sécuritaire qui a maintenant des dimensions immenses et la bride sur le cou », ajoute le politologue.

Comme dans d'autres domaines tels que la guerre en Afghanistan ou l'usage des drones, la continuité entre Barack Obama et son prédécesseur est perturbante.

Selon Julian Zelizer, de Princeton, « il est désormais évident qu'Obama n'a pas tenu promesse, il s'était engagé à changer le système sécuritaire américain pour éliminer les abus, mais en fait, nombre de mesures prises par Bush subsistent, car Obama a non seulement autorisé leur maintien, mais il les a aussi développées dans certains cas ».

En même temps que l'image de Barack Obama et des États-Unis, c'est la crédibilité de ce pays et de son dirigeant qui souffrent, et ce, dans une région du monde où le locataire actuel de la Maison-Blanche avait soulevé un immense espoir de changement.

« Le scandale des écoutes va nuire aux relations en créant des tensions qui peuvent rejaillir sur des négociations dans toutes sortes de dossiers, ça peut éroder la confiance des alliés dans le gouvernement américain et compliquer la tâche aux États-Unis s'ils demandent un jour l'appui d'alliés pour une intervention diplomatique ou militaire, car il n'est plus sûr que nos alliés accepteront de nous suivre sur la base de la confiance, sur la base de renseignements et de motifs que nous leur demanderons de croire aveuglément », déplore Julian Zelizer.

Harvey Feigenbaum remarque pour sa part que « les Européens croyaient en Obama et attendaient beaucoup de lui, mais d'un autre côté, il n'est pas difficile de faire bonne figure quand on remplace Bush. Les Américains sont déçus eux aussi, mais ils avaient plus de doutes sur Obama, ils sont plus au courant des choix qu'il a faits à la Maison-Blanche, depuis longtemps déjà ils le considéraient plus comme un démocrate modéré que comme un réformateur de gauche ».

Des précédents

À cet égard, l'administration Obama a annoncé qu'elle est en train de revoir la manière dont la NSA collecte des renseignements afin de trouver un meilleur équilibre entre liberté et sécurité, mais elle ne promet pas de réforme fondamentale d'une agence de renseignement pourtant dotée d'une autonomie et de moyens sans précédent.

Pour Julian Zelizer, la NSA est d'ailleurs devenue « un État dans l'État ». « Mais ce n'est pas nouveau, il y a eu des précédents dans l'Histoire des États-Unis, le plus récent étant celui de la CIA qui, dans les années 50 et 60, se livrait à toutes sortes d'espionnage, depuis les assassinats de dirigeants étrangers jusqu'à la surveillance de citoyens américains », rappelle le spécialiste d'histoire politique.

Harvey Feigenbaum et George Edwards ne sont pas d'accord avec leur collègue de Princeton. « Dire que la NSA est un État dans l'État, ce serait une exagération », estime George Edwards. « Ce serait un peu mensonger ou trompeur », acquiesce Harvey Feigenbaum.

« Ce qui est vrai, c'est que la NSA a beaucoup plus d'autonomie que ce que les gens voudraient, mais il est toujours difficile de contrôler des organismes de cette taille et il est aussi très difficile pour un gouvernement de contrôler toutes ses agences dans le détail », souligne M. Feigenbaum. M. Edwards admet cependant volontiers que « la NSA est moins supervisée qu'à l'habitude pour une agence du gouvernement fédéral ». Du reste, le politologue texan avertit qu'il est « très important pour le président des États-Unis de prendre le contrôle de la NSA, parce qu'elle est censée servir les responsables élus ».

Les trois politologues interrogés par *Le Devoir* considèrent que le problème révélé par Edward Snowden est « réparable ». Mais deux d'entre eux émettent de sérieuses réserves.

« C'est réparable, mais les changements qui seront faits seront superficiels ou symboliques, la NSA devra sans doute devenir plus redevable de ses activités, il y aura plus de supervision de la NSA par le Congrès, mais tout le monde va oublier tout ça », lance Harvey Feigenbaum.

« C'est réparable, mais seulement à condition que le président Obama démontre qu'il comprend vraiment les dimensions du problème et prend des mesures concrètes pour corriger le tir, pour assurer que ce type d'espionnage ne se reproduira plus et que s'il se reproduit, ce sera pour de très, très bonnes raisons », prévient de son côté Julian Zelizer.

Collaboratrice
Le Devoir

Le « système » libéral



MICHEL DAVID

Plusieurs ont souri à la lecture de la résolution-cadre sur le code d'éthique, encore virtuel, qui a été adoptée en fin de semaine dernière par le Conseil général du PLQ.

Le premier des quatre principes directeurs devant guider les décisions et comportements des détenteurs de fonctions au sein du parti est le respect de toutes les lois en vigueur au Québec et au Canada, y compris la Loi électorale, y explique-t-on.

Le simple énoncé de cette évidence semble confirmer qu'il ne s'agit pas d'un réflexe naturel au PLQ. L'aveu du président du parti, Saul Polo, selon qui l'adoption d'un code d'éthique lui fera « perdre des amis » en a tout de même fait sursauter quelques-uns.

Philippe Couillard, qui a déjà toutes les misères du monde à faire apparaître des signes de « renouveau », se serait certainement passé d'un nouveau rappel des turpitudes libérales. Malgré l'abondant caviardage, les documents relatifs au mandat de la perquisition que l'UPAC a effectuée dans les locaux du PLQ en juillet dernier, dont un consortium de médias incluant *Le Devoir* a obtenu copie, sont pour le moins troublants.

Grâce à la commission Charbonneau, les Québécois sont maintenant familiers avec des expressions comme « système », « octroi de contrats contrôlé », « exercice d'influence », « objectifs de financement »... Sans parler des bonnes vieilles enveloppes brunes. Six catégories d'infraction, dont la nature exacte n'a pas été précisée, mais qu'on peut facilement imaginer, font l'objet de l'enquête.

◆ ◆ ◆

Malgré la satisfaction qu'on peut ressentir à la perspective de voir les fautifs traduits en justice, le report pour des raisons « organisationnelles et opérationnelles » inexpliquées de la perquisition de l'UPAC, qui était prête à intervenir dès juin 2012, laisse pour le moins perplexe. On ne peut que se demander si c'est le changement de gouvernement qui a permis de faire passer le feu du rouge au vert.

Les libéraux

ont toutes

les raisons

de s'inquiéter

de la suite

des choses

En septembre 2011, un groupe de policiers de la SQ « très bien placés » avait adressé à *La Presse* une lettre non signée, mais dont l'authenticité avait pu être vérifiée, dans laquelle ils se plaignaient d'une ingérence systématique du gouvernement Charest dans leur travail.

« Il n'y a aucun membre du gouvernement actuel qui sera accusé par la SQ ou par l'UPAC. Pourquoi ? Dans notre système, il n'y a aucune indépendance entre le pouvoir policier et le pouvoir politique, et c'est ce dernier qui dicte ses ordres au DG (directeur général) et aux DGA (directeurs généraux adjoints) de la Sûreté », écrivaient-ils.

Inversement, en septembre dernier, les libéraux se sont interrogés à bon droit sur la fuite qui a permis d'ébruiter la perquisition de juillet le jour où l'Assemblée nationale reprenait ses travaux, ce qui a complètement gâché leur rentrée parlementaire.

Bien entendu, le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, s'était bien défendu d'être intervenu, assurant avoir pris connaissance de la perquisition dans les médias, tout comme son prédécesseur libéral, Robert Dutil, avait nié toute ingérence dans les enquêtes de l'UPAC ou de tout autre corps policier.

◆ ◆ ◆

Quoi qu'il en soit, les libéraux ont maintenant toutes les raisons de s'inquiéter de la suite des choses. Quand l'UPAC aura complété son enquête, il est hautement probable que la commission Charbonneau s'emparera à son tour du dossier.

Après 24 heures de réflexion, M. Couillard s'était ravisé après avoir imprudemment ouvert la porte à un éventuel retour en politique de l'ancienne vice-première ministre, Nathalie Normandeau, dont un cocktail de financement tenu à Québec en octobre 2008 faisait l'objet d'un des mandats de perquisition. M^{me} Normandeau ne fera pas partie de son équipe, mais elle a joué un rôle trop important dans le gouvernement Charest pour que l'affaire puisse être simplement traitée comme de l'histoire ancienne.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure l'échéancier des travaux de la commission Charbonneau a joué dans les calculs de la première ministre Marois, mais elle a certainement pensé à l'effet que pourrait avoir l'examen public du « système » évoqué dans les documents de l'UPAC et des méthodes de financement du PLQ.

Quand il est question de contrats gouvernementaux, le ministère des Transports est le premier qui vient à l'esprit, mais la commission a d'autres pistes intéressantes à explorer. La semaine dernière, le ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, a indiqué que l'UPAC s'intéressait aussi à la gestion du Fonds d'infrastructures sportives par sa prédécesseuse, Michelle Courchesne, dont le vérificateur général avait souligné les « graves lacunes » en mai 2012. Si, après en avoir terminé avec la FTQ, la commission décidait d'aborder ces chapitres, M^{me} Marois pourrait sûrement faire en sorte que les élections soient retardées.

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

ÉLECTIONS DU 3 NOVEMBRE

Pour Bergeron

Les élections municipales de ce dimanche au Québec seront l'occasion pour plusieurs municipalités de tourner la page sur un chapitre sombre de leur histoire. Les regards se porteront tout particulièrement vers Montréal, qui encore plus que les autres a besoin de dirigeants qui sont d'une totale intégrité et qui ont une vision de l'avenir de la métropole.

Montréal va mal, dit-on. Il est vrai que la métropole a pris du retard sur le plan économique sur les autres grandes villes canadiennes. Toronto la devance largement, mais aussi Vancouver, Calgary. Il faut toutefois nuancer. Montréal a été dans bien pire situation qu'aujourd'hui. Au lendemain des Jeux olympiques de 1976, après la grande fête, il fallut payer la note qui prit la forme d'un ralentissement économique et d'une montée catastrophique du chômage. Mais les Montréalais se sont relevés. Un groupe de travail arc-en-ciel présidé par Laurent Picard fut chargé de redéfinir l'avenir de Montréal. Il produisit en 1986 un rapport marquant. On lui doit ce que sont aujourd'hui les lignes de force de Montréal, la haute technologie, le pharmaceutique, l'aéronautique, le commerce international.

Le pire n'est jamais certain. Montréal peut sortir de sa morosité pour peu que la communauté montréalaise se mobilise à nouveau. Pour donner cette nouvelle impulsion au développement de la métropole que tous souhaitent, le prochain maire et le prochain conseil municipal auront un rôle déterminant pour engager, comme dans les années 1980, un effort concerté de tous les gouvernements et de tous les groupes qui forment le tissu montréalais, ce qui comprend autant la communauté d'affaires que les groupes sociaux et culturels. Ceux-ci attendent d'ailleurs depuis longtemps qu'on les mobilise.

L'enjeu premier de cette élection est de mettre fin à la paralysie dont souffre l'Hôtel de Ville. Le prochain conseil doit redonner à l'administration montréalaise son autorité et son pouvoir. Ou en d'autres mots, cette élection doit mettre en place un conseil capable de reconstruire tout ce que ses prédécesseurs ont démolé: la réputation de la Ville, son intégrité et sa moralité, le professionnalisme et la productivité de son appareil administratif. Le chantier est immense, et c'est sans compter tous les travaux à entreprendre pour donner aux Montréalais les services auxquels ils ont droit.

Les Montréalais auront ce dimanche un choix plus grand que jamais. Parmi les quelque 400 candidats qui se disputent les postes de conseillers se trouvent beaucoup de candidatures nouvelles. L'élection de nouveaux venus est souhaitable, car c'est en faisant du passé table rase que nous pourrions rétablir l'image d'intégrité des élus. Si on veut tourner la page sur ce chapitre douloureux de l'histoire de Montréal, la rupture avec le conseil de l'époque Tremblay-Zampino-Applebaum se doit d'être nette.

À la mairie, les candidatures se sont aussi multipliées, mais on n'y trouve pas ce candidat idéal, ce Jean-Paul L'Allier ou ce Michael Bloomberg qui aurait donné à Montréal l'élan que tous espèrent. Ne déconsidérons pas toutefois ceux et celles qui se sont engagés à servir leurs concitoyens, peu importe qu'ils l'aient fait par ambition de faire carrière politique ou par désir de défendre une vision de l'avenir de leur ville.

Ces deux mots, « ambition » et « vision », sont ceux qui permettent le mieux de départager les quatre candidats en tête de la course à la mairie. L'ambition est ce qui a motivé les candidatures de Mélanie Joly et de Denis Coderre. Tous deux voient la politique comme une carrière, ce qui est en soi honorable, mais retenons que c'est essentiellement ce qui les motive. M. Coderre rêvait au poste de premier ministre du Canada, mais s'est replié vers ce second choix qu'est Montréal. Mélanie Joly s'en défend, mais elle est portée par le désir de se faire un nom en politique. Notons que l'ambition ne doit pas être un mauvais moteur puisque ce sont ces deux candidats qui sont en tête.

Mélanie Joly a mené une campagne exceptionnelle. Elle a apporté à la campagne électorale. Elle a séduit beaucoup d'électeurs par sa fraîcheur. Mais lui confier les clés de l'Hôtel de Ville serait le début d'une aventure périlleuse que Montréal n'a pas le luxe de se payer. Il faut y résister. À côté d'elle, le populiste Denis Coderre est une valeur sûre en raison de son expérience, mais son intérêt soudain pour Montréal doit donner à réfléchir. Sans doute saurait-il être un bon gestionnaire au quotidien, mais il n'a pas su proposer durant la campagne cette vision de l'avenir de Montréal que l'on attendait de lui. En choisissant de s'appuyer sur les dépouilles d'Union Montréal pour constituer son équipe, il représente la continuité avec la gestion passée de la Ville plutôt qu'une rupture nécessaire.

À l'inverse, Richard Bergeron et Marcel Côté recherchent le pouvoir pour mettre en œuvre des projets. Ils ont tous deux une compréhension des problèmes de Montréal et une vision de ce que devrait être son avenir, fruit de leur engagement personnel et professionnel dans cette ville, le premier en militant dans le parti Projet Montréal qu'il a créé il y a dix ans, et le second par une présence active au sein de la communauté montréalaise, celle des affaires et celle de la culture. Le projet de Richard Bergeron en est un de développement durable. Il cherche à construire une ville moderne. Pour sa part, Marcel Côté propose plutôt la rigueur. Avec lui, on mettra l'administration montréalaise en ordre, ce qui est un passage obligé pour éloigner la collusion qui, ces dernières décennies, s'était glissée dans les failles du système. On le conçoit bien, la reconstruction de Montréal doit commencer par les fondations.

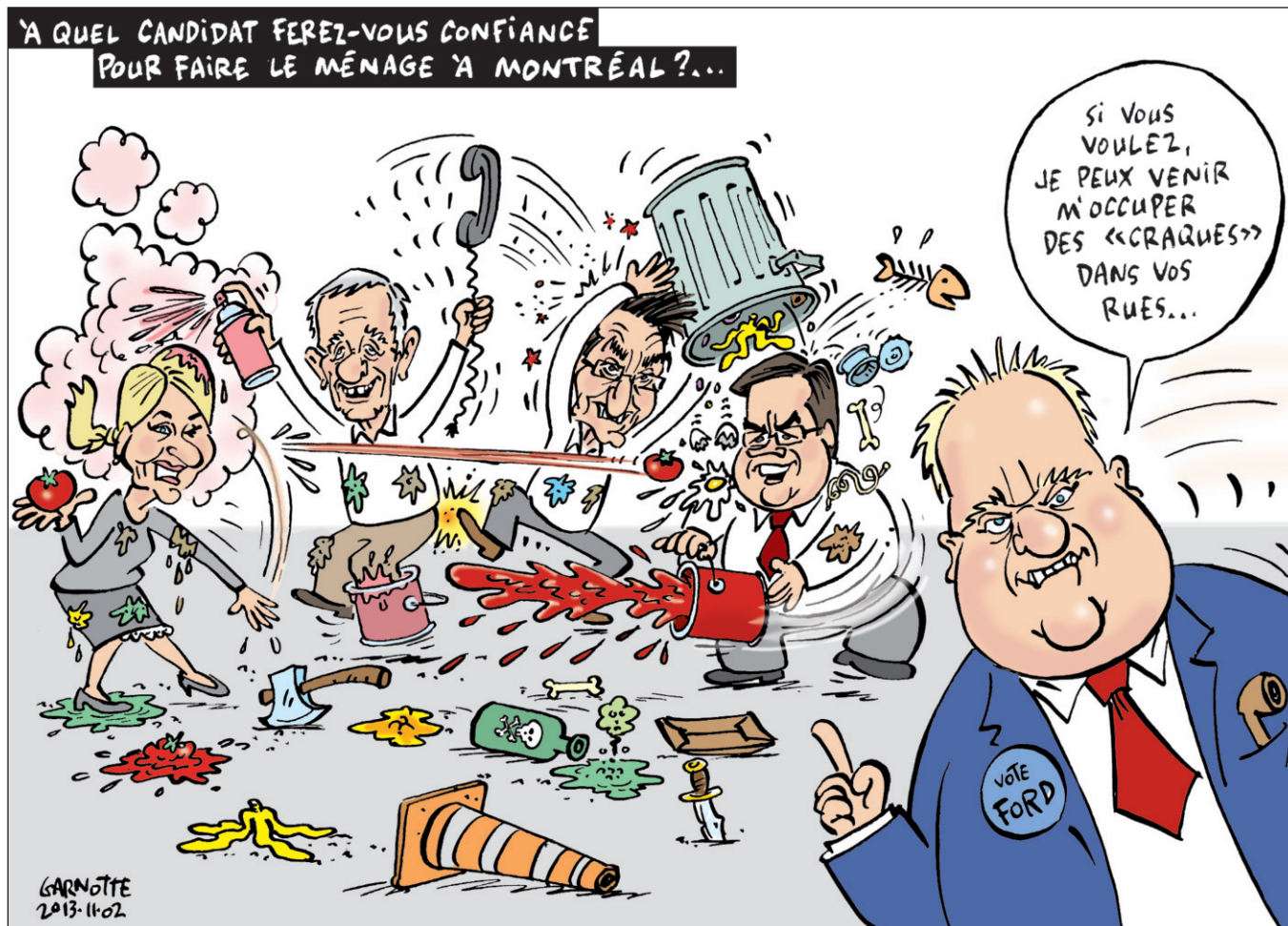
Mais l'élément clé pour diriger Montréal est d'abord la capacité à exercer un leadership. Ce facteur outrepassé les programmes, qui souvent se rejoignent. C'est d'autant plus important que le prochain maire n'aura vraisemblablement pas de majorité au conseil. Le prochain maire devra créer des consensus et, le cas échéant, savoir trancher. À cet égard, Richard Bergeron et Marcel Côté se qualifient mieux que Mélanie Joly et Denis Coderre pour occuper le fauteuil de premier magistrat.

De Marcel Côté et Richard Bergeron, c'est ce dernier qui nous apparaît le mieux préparé pour diriger Montréal. Il manque à M. Côté cette expérience directe de la politique municipale qu'a acquise pour sa part le chef de Projet Montréal au cours de ses huit années au conseil municipal et par la direction d'un parti, ce qui lui a donné une connaissance directe des enjeux qui sont ceux de Montréal et des rouages de l'appareil administratif. Lui-même et son parti offrent par ailleurs une garantie d'intégrité exceptionnelle. Nous avons plusieurs fois critiqué dans cette page M. Bergeron pour ses positions trop militantes. Nous souhaitons que s'il est élu maire de Montréal, il sache s'élever au-dessus des enjeux partisans et être le maire de tous les Montréalais.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeurs adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

On votera dimanche, mais pour qui voter ?

Je suis comme beaucoup de Montréalais: complètement déabusé par ce que j'entends de chacun des partis. Et comme beaucoup de Montréalais québécois, je suis orpheline de candidat. Aucun n'a su résister à l'opportunisme politique d'une ville fortement cosmopolite. Aucun n'a eu assez de courage pour s'abstenir dans un débat qui engage notre vision d'une gouvernance provinciale. Je suis favorable à la charte, l'idée qu'une pratique religieuse déterminée par des hommes puisse être supérieure aux politiques d'un gouvernement élu qui nous gouverne tous m'est insupportable. Je ne veux pas que des femmes en burka puissent enseigner à des enfants au Québec, eux semblent d'accord. Il n'y a pas de milieu dans ce débat. Le Québec n'est pas l'ONU, c'est le Québec, et il est parfaitement légitime qu'il se définisse avec une

identité qui lui est propre. Et chacun des candidats à la mairie essaye de me faire croire qu'il ou elle sera le champion de l'intégrité alors qu'ils ne sont tous que compromission. Où s'arrêteront-ils? Tout ceci est surtout profondément affligeant.

Brunhilde Pradier
 Montréal, le 31 octobre 2013

Non à Sochi !

Même si nous aimons voir les spectacles à grand déploiement, de même que nous aimons être le spectateur des cris de joie et des pleurs de nos vedettes sportives, de leurs triomphes et leurs échecs, même si nous avons hâte d'entendre ces narrateurs, spécialistes de la dramatisation, commenter les exploits sportifs mais aussi cette féerie hollywoodienne, débauche de costumes et de chorégraphies que sont devenues les cérémonies d'ouverture et de fermeture des Jeux olympiques, même si nous avons plein d'au-

tres raisons de vouloir suivre les Jeux de Sochi, nous devrions nous en abstenir.

Pour la maltraitance des travailleurs d'un chantier olympique, pour les politiques obscures de la Russie, son capitalisme sauvage, son soutien à des régimes qui bafouent les droits de la personne, l'arrestation des membres de Greenpeace, le muselage de tout opposant et le fait que Vladimir Poutine soit apparemment devenu l'homme le plus puissant de la planète, pour cela et pour toutes les autres raisons qui mériteraient d'être citées, nous devrions dire non à Sochi. Beaucoup diront ici que les Jeux olympiques sont une ouverture sur le monde et, du coup, possèdent un potentiel de démocratisation. Plus maintenant. Ces Jeux sont devenus une immense machine dans une compétition entre États pour qui souscrira le mieux à la démesure et à la surenchère spectaculaire, peu importe le prix à payer.

Marc Boucher
 Laval, le 31 octobre 2013

REVUE DE PRESSE

La tempête parfaite

GUILLAUME BOURGALT-CÔTÉ

Il y a certaines vieilles amitiés que les conservateurs préféreraient oublier ces jours-ci. Il y a deux ans et demi, lors du dernier congrès du parti, c'est Pamela Wallin qui était maître de cérémonie pendant que Mike Duffy menait des entrevues avec des délégués sur le parquet. Et c'était l'époque où on se bousculait pour serrer la main de Rob Ford. Les temps changent.

Les déboires du maire de Toronto ont stupéfié bien des Canadiens cette semaine. Mais au-delà de son côté rocambolesque, la saga Ford nuit grandement à la plus grande ville canadienne, écrivant le *Toronto Star* en éditorial vendredi. Il doit démissionner, soutient le quotidien qui est à la source des révélations qui ébranlent la mairie.

Même si aucune accusation n'a encore été déposée contre Rob Ford, n'importe quel leader honorable aurait déjà démissionné devant l'accumulation de preuves, pense le *Star*.

« Quelqu'un qui n'a rien à se reprocher se serait défendu dès jeudi », ajoute le journal, qui qualifie de « ridicule » le point de presse de Ford. « Il ne dit rien parce que son comportement est indéfendable. » Le maire ne voit aucune raison de démissionner? Il n'y a plutôt aucune raison de ne pas le faire, dit-on.

Même le *Toronto Sun* est d'accord. Fidèle allié du maire Ford, le quotidien écrit vendredi en éditorial qu'il doit quitter son poste. Le *Sun* rappelle avoir appuyé Ford en 2010, et continue d'applaudir son programme économique. Mais si Toronto a toujours besoin de conservatisme fiscal à la Ford, elle n'a plus besoin d'un homme qui nuit à la cause, pense le journal. S'il demeure en poste, l'Hôtel de Ville aura l'air d'un cirque.

Dans le *Toronto Star*, Tim Harper part du cas Rob Ford pour mettre en doute le jugement du premier ministre Harper. Il y a un mois encore, Stephen Harper a tenu à se faire photographe aux côtés du maire lors d'une annonce de financement du métro, rappelle-t-il. À l'époque, cer-

tains avaient souligné que le cabinet du PM avait dû obtenir toutes les garanties de la probité du maire avant d'oser une telle apparition publique aux côtés d'une personnalité au potentiel toxique. Cela parce qu'on faisait le pari que Ford serait encore utile pour l'élection de 2015.

Pari perdu, dit le chroniqueur. Or, Stephen Harper perd beaucoup de paris ces temps-ci: il pensait que nommer Patrick Brazeau, Wallin et Duffy au Sénat était une bonne idée? Erreur. Il pensait que ces sénateurs, menacés d'expulsion, se tairaient? Erreur. Et s'il pense que Nigel Wright, l'ex-chef de cabinet désormais honni, va garder le silence éternellement, il pourrait bien perdre un autre pari, croit Tim Harper.

Et si Wright parlait?

Sur le site iPolitics, Paul Adams se questionne lui aussi à savoir combien de temps Nigel Wright va rester caché. Après tout, voilà un homme qui a quitté un emploi hyperlucratif sur Bay Street pour venir servir une cause. Et depuis le retour en Chambre, le premier ministre le traîne dans la boue jour après jour. « Il ne croit plus qu'il vous doit quoi que ce soit », écrit Adams à Wright. Je pense que ça vous libère de toute obligation envers lui. »

Adams note que de plus en plus de conservateurs évoquent leur malaise devant le traitement réservé à Nigel Wright, notamment le ministre Jason Kenney.

Warren Kinsella (*Edmonton Sun*) pense même que le scandale qui touche les conservateurs pourrait signifier la fin du règne de Stephen Harper. Il recule dans les sondages, la « légendaire discipline » des conservateurs ne tient plus, le dossier du libre-échange avec l'Union européenne a déjà été oublié, l'autorité de Harper est remise en question...

Si ce scandale a autant de résonance, croit Kinsella, c'est qu'il se situe au cœur d'une « tempête parfaite ». Après une décennie à diriger les conservateurs, Stephen Harper est victime de l'usure naturelle du pouvoir. Les Canadiens se sont lassés, les

partisans sont moins loyaux, les détracteurs sont passés de « l'antipathie à la haine ».

À cela s'ajoute l'arrivée en poste de Justin Trudeau, qui symbolise tout ce que Stephen Harper n'est pas: un politicien au charme certain, jeune, positif, progressiste, dit Kinsella.

C'est ce contexte qui a donné au dossier du Sénat la force d'une tornade. « Ça ne pouvait arriver à un pire moment », dit le chroniqueur.

Dans le *Calgary Herald*, Licia Corbella n'en revient pas que le congrès des conservateurs, prévu en juin, se déroule finalement dans un contexte encore plus « putride ». Si les choses se sont envenimées à ce point malgré la pause estivale et le discours du Trône, c'est à cause de la gestion proposée par le premier ministre, dit-elle.

N'importe qui a suivi un cours de politique 101 sait qu'il ne faut jamais faire en sorte qu'un adversaire n'ait rien à perdre. C'est exactement l'erreur que Stephen Harper a faite avec ses trois sénateurs dépensiers. Selon Corbella, il aurait suffi de les expulser du caucus et de laisser la GRC faire son enquête pour calmer le jeu. Tenter de les suspendre sans salaire — et sans procès — était inutile.

Du cœur du pays conservateur, Corbella relève que la colère des militants s'appuie sur une impression de trahison. « L'Alberta est un pays conservateur et les conservateurs se félicitent d'être des champions des principes comme les règles de droit et la présomption d'innocence », écrit-elle. « Ils éprouvent de la répugnance devant les règles arbitraires. » C'est pourtant ce que Stephen Harper a tenté de faire: contourner toutes les règles pour punir des gens qui l'embarrassent. Un beau gâchis qui montre que le premier ministre est « inapte à gérer une crise qu'il a largement créée », pense Corbella.

Le Devoir

Les liens vers les articles originaux sont disponibles sur LeDevoir.com.

IDÉES

CINQ ANS APRÈS SA PREMIÈRE ÉLECTION

Les contradictions de Barack Obama

Ce président a séduit les foules et s'est attiré beaucoup de sympathie dans le monde, mais il lui manque la souplesse nécessaire pour être un bon diplomate

LOUIS BALTHAZAR

Professeur émérite de l'Université Laval, membre de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Il y aura bientôt cinq ans, le 4 novembre 2008, Barack Obama, élu président des États-Unis, s'adressait à une foule en délire à Chicago. Nous étions plusieurs au Québec et un peu partout dans le monde à applaudir l'avènement d'un Afro-Américain à la tête de son pays. Tous les espoirs étaient permis. Obama s'engageait à «promouvoir la cause de la paix». Réaffirmant par sa seule présence le rêve américain, il énonçait une nette volonté de changement tout en ne se cachant pas les difficultés qui l'attendaient: «Nous savons que les défis que demain nous apportera seront les plus grands de notre vie: deux guerres, une planète en péril, la pire crise financière depuis un siècle.»

Quel contraste avec le piètre spectacle que nous offre aujourd'hui la présidence américaine! Le cynisme et les doutes de ceux qui disaient alors «nous ne pouvons pas» semblent bien confirmés par la situation actuelle. Ce président qui nous promettait la paix a poursuivi discrètement la «guerre à la terreur» de son prédécesseur en accentuant le recours aux assassinats ciblés et l'utilisation éhontée des avions-robots qui terrorisent des populations et n'épargnent pas des vies innocentes de femmes et d'enfants. Il s'est embourbé en Afghanistan dans la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis au point d'en sortir sans honneur, laissant ce pays dans la misère et le contrôle partiel des ennemis talibans, au prix de milliers de vies et de désastres écologiques sans nom. Lignoble prison de Guantanamo existe toujours. Obama n'arrive pas à définir une stratégie de paix au Moyen-Orient. Il cède l'initiative à la Russie pour ce qui est de la guerre civile qui fait rage en Syrie. Rien de bien exaltant pour célébrer le 5^e anniversaire de cette victoire envivante!

Pourtant, à y regarder de plus près, Obama est toujours fidèle à lui-même. Un homme intelligent, ambitieux en proie aux contradictions. À la fois idéaliste et réaliste. Homme de paix et mauvais diplomate. Rassembleur et semeur de divisions.

Idéaliste et réaliste

L'idéal d'Obama est bien apparu dans les grands discours qu'il a prononcés en divers points de la planète au cours de la première année de son mandat. Au Caire surtout, il annonce déjà, pourrait-on dire, le printemps arabe. Ces discours animés par un parti pris pour les solutions pacifiques lui valent le prix Nobel de la paix. Un prix qui apparaît à plusieurs comme non mérité, en raison de la présence continue des soldats américains en Afghanistan. Obama s'en explique dans son discours de réception à Oslo (décembre 2009), qui révèle bien son état d'esprit en proie aux hésitations et aux contradictions: «Aussi justifiée soit-elle, la guerre promet une tragédie humaine. [...] La guerre elle-même n'est jamais glorieuse et nous ne devons jamais la clairoirner comme telle.»

C'est ainsi que notre défi consiste en partie à concilier ces deux vérités apparemment inconciliables, à savoir que la guerre est parfois nécessaire, et qu'elle est, à un certain niveau, une expression de la folie humaine.

Voilà donc un idéalisme rarement porté si haut par un président américain. Mais un idéalisme tempéré par un réalisme qui lui est inspiré, selon un analyste américain (James Kloppenberg), par son adhésion à la philosophie pragmatiste de William James et John Dewey selon laquelle la moralité de nos actions doit être évaluée en fonction de leurs conséquences pratiques. La pensée



Barack Obama pendant la crise budgétaire au début d'octobre

d'Obama est aussi marquée, comme l'a fait valoir Gilles Vandal (*La doctrine Obama* et, avec Sami Aoun, *Barack Obama et le printemps arabe*), par la grande école de pensée dite réaliste annoncée par le théologien protestant Reinhold Niebuhr et le diplomate George Kennan.

Obama a voulu à la fois faire siens les grands idéaux du libéralisme internationaliste et demeurer le commandant en chef que souhaite la majorité des Américains, soucieux de défendre les intérêts de son pays par la force au besoin tout en acceptant les paramètres de l'esprit militariste qui règne à Washington. Une constante recherche d'équilibre qui s'est transformée souvent en interminables hésitations.

Ainsi, en mai dernier, il annonçait un recours moins fréquent aux bombardements furtifs tout en avouant sa honte d'y avoir eu recours [...]. Mais les drones ont continué de s'abattre par la suite. Un drame quasi shakespearien, a-t-on noté: le président nous assure qu'il ne le fera plus et il le fait tout de même! L'intervention en Libye peut encore être considérée comme un modèle d'équilibre en ce qu'elle constituait un autre usage de la force, usage qui se voulait discret («leadership from behind») tout en laissant les alliés européens prendre les devants.

Enfin, l'attitude d'Obama vis-à-vis de la Syrie révèle un dilemme insurmontable. Une nette volonté d'échapper au bourbier de l'intervention tout en se laissant aller à établir la ligne rouge de l'utilisation des armes chimiques par Assad et en se voyant forcé d'envisager l'intervention militaire. C'est Poutine le mal-aimé qui sauve le président de l'embarras. Obama en vient à accepter le compromis fourni par celui-là même qui venait de l'insulter en accordant l'asile au dissident américain Edward Snowden.

Homme de paix et mauvais diplomate

Obama apparaît donc comme un mauvais diplomate. Lui qui ne cesse de prôner la diplomatie, la main tendue, et les négociations — même avec des interlocuteurs qui apparaissent nettement hostiles, comme l'Iran. Lui qui cherche sans relâche à entraîner Israël et l'Autorité palestinienne vers le dialogue, quitte à subir les rebuffades d'un Congrès qui applaudit à tout rompre Netanyahu, le réfractaire.

C'est là une grande lacune de cette présidence d'avoir fait si piètre figure dans les relations avec le Congrès. Même au moment où son parti contrôlait à la fois le Sénat et la Chambre des représentants, Obama n'a pas entretenu avec les législateurs des relations qui pourraient se comparer à celles de ses prédécesseurs. Malgré sa

bonne volonté, un discours qui se veut chaleureux et amical, Obama demeure souvent hautain et froid devant ceux qu'il se devrait d'admirer. On a dit du président qu'il doit être avant tout un homme de persuasion, un «persuader in chief». Obama a pu séduire des foules, s'attirer beaucoup de sympathie sur la scène internationale. Mais il n'a pas été homme de compromis, de souplesse et de séduction comme se doit de l'être un diplomate. Il n'a guère réussi à ce titre ni à l'extérieur ni à l'intérieur de son pays.

Volonté de rassemblement et source de division

Il se promettait pourtant d'être un homme de rassemblement. Il voulait qu'on oublie les allégeances partisanses. Il s'est retrouvé avec un Parti républicain déchaîné contre lui.

On aurait tort de lui en faire grief. Son intention de faire oublier et transcender les luttes internes était fort louable. C'était sans compter l'opposition sans limites que lui a vouée dès le départ une faction militante du Parti républicain. Le «Tea Party» a été créé dès les premières heures du gouvernement Obama. Dès ce moment, ces enragés endossaient la proposition du populaire et populiste commentateur radiophonique Rush Limbaugh: «I wish he fails» (je souhaite qu'il échoue). Faire tomber ce président que certains dénomment encore «islamiste socialiste» est devenu l'objectif ultime, au-delà de toute autre cause, même le bien du pays, même le bien du Parti républicain.

Il n'est pas impensable qu'Obama en vienne à surmonter cette opposition et à rassembler une forte majorité d'Américains face aux excès du «Tea Party» dans un contexte de division qui rappelle presque la terrible guerre de Sécession d'il y a 150 ans. Il n'est pas impensable non plus qu'il en vienne à réaliser un grand coup diplomatique en concluant un accord avec un gouvernement iranien plus que jamais disposé au compromis.

Pour ce qui est de l'affreuse situation dans laquelle l'a placée la redoutable Agence de sécurité nationale (NSA) du ministère de la Défense, il sera certes moins aisé pour le président de faire croire qu'il n'a pas lui-même autorisé les insolentes écoutes électroniques sur toute la surface de la planète. C'est là aussi un terrible coup pour le nouveau secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, dont relève la NSA, qui pourtant annonce une attitude plus pacifique et plus respectueuse de la part du Pentagone. Pas si facile de dompter la bête militaire, carrément devenue un État dans l'État!

Madame Minou



DAVID DESJARDINS

Avez-vous déjà écouté Alain Finkielkraut sur France Culture? Quand j'ai l'impression d'avoir le cerveau frit, l'imagination lessivée, je sors parfois marcher dans le quartier avec un balado de son émission *Répliques* dans les oreilles.

Je n'aime pas toujours les sujets, le philosophe d'animateur s'y prend trop souvent pour un curé, mais je suis presque chaque fois happé par l'intelligence des gens qu'il reçoit. Rarement ai-je l'occasion d'entendre quiconque parler aussi bien de Baudelaire, de Edward Hopper, du déclin de la politesse ou de la faillite de l'éducation. J'ai chaque fois l'impression de faire le plein de savoirs, et d'une langue savante.

Un soir, l'hiver dernier, donc, je suis sorti pour écouter Michel Serres parler d'Internet. Serres est le plus improbable défenseur du Web, dans la mesure où il est né tout de suite après les dinosaures et qu'il n'a rien du prosélyte excité venu répandre la bonne nouvelle en Wi-Fi. Ce qui n'empêche pas le philosophe et historien des sciences d'affirmer que le numérique est la plus importante révolution du savoir depuis l'imprimerie. Il fallait entendre Finkielkraut le grincheux rouspéter, pour ensuite avouer n'avoir jamais mis le bout de son nez en ligne. Hon!

L'enthousiasme de l'un m'irritait un peu. Les arguments de l'autre étaient trempés dans la mauvaise foi de ceux qui ne détiennent qu'une connaissance trop parcellaire de ce qu'ils critiquent. Il faisait froid, et dans la dixième rue de Limoilou, la lumière des lampadaires vacillait, comme frémissante dans la nuit humide, glaciale.

J'ai quand même fait un détour pour aller jusqu'au bout de l'entretien avant de rentrer chez moi. Le problème, c'est que je me rendais aux arguments des deux. Y compris à ceux de Finkielkraut qui, bien qu'invalidés par sa méconnaissance du média, exposaient les doutes que je partage quant à la qualité du contenu en ligne. Et c'est là que je veux en venir: le Web est tout et son contraire. Et ce contraire à quelque chose de franchement terrifiant.

Dans un article publié dans *Rolling Stone* qui détaille comment la minorité extraite du Tea Party et qui noyauté le Parti républicain parvient à faire trembler le pays, l'auteur Sean Wilentz résume en quelques lignes ce qui explique la montée de la droite radicale aux États-Unis.

D'abord, dit ce diplômé de Yale et professeur à Princeton en histoire politique des États-Unis, il y a FOX News, venu scandaleusement rompre avec l'impartialité médiatique. Mais surtout, il y a le recul des médias traditionnels au profit du Web, où n'importe quel blogue tenu par quelque fanatique tient lieu de source crédible. Si la presse faisait son travail, croit Wilentz, le public saurait qu'on se moque de lui, que les morons patentés qui sont en train de mettre à mal leurs institutions sont au service de magnats furieusement à droite. Comme les frères Koch, deux industriels libertariens. Ou alors des groupes de pression comme la Heritage Fondation.

Autre truc du genre: j'ai appris l'autre jour en lisant Matthieu Dugal, dans *Le Soleil*, que l'humoriste Rachid Badouri avait dit à *Tout le monde en parle* qu'il ne croit pas à la théorie de l'évolution. Et on est là au centre de ce que Dugal — qui emprunte l'expression à un blogueur anglais — décrit comme le contre-savoir. Cette capacité d'Internet à véhiculer avec une efficacité redoutable des informations fausses. Comme cette rumeur, démontée par les journalistes du *Monde*, à propos des théories alarmistes de quelque allumé sur la radioactivité des côtes du Pacifique nord-américain, supposément atteintes par un nuage atomique et des marées nucléaires, gracieuseté de Fukushima.

Il y a toujours eu des fanatiques qui fomentent des révolutions dont les fondements relèvent de la fiction. La paranoïa, le mensonge et le charlatanisme trouvent depuis la nuit des temps une oreille attentive chez qui veut croire. Pas chez ceux qui veulent savoir. Les réseaux sociaux permettent désormais de contaminer de potentiels fidèles plus efficacement qu'une épidémie d'Ebola.

J'ai l'air de capoter? Essayez de vous obstiner avec quelqu'un qui remet en doute les principes de la science, ou qui oppose aux faits un mensonge en disant «c'est mon opinion». Et allez me dire, après, que la démocratie n'est pas un peu mise en péril par ce nivellement de toutes les informations où la vérité n'existe plus, où les faits se discutent et où les fables tiennent lieu de science.

Tout ça pour dire que je partage l'enthousiasme de Michel Serres, qui est d'avis que le Web participe à la plus grande entreprise de démocratisation des connaissances. Mais c'est aussi un si prodigieux amplificateur à conneries qu'on peut craindre un phénomène de désinformation de masse.

Imaginez toute une frange de la population qui choisirait d'ignorer la raison, et qu'à la place des médias, des scientifiques et des chercheurs, elle plaçait toute sa confiance en Madame Minou.

Ça a l'air drôle, dit comme ça. Sauf que ça ne l'est pas.

ddesjardins@ledevoir.com

Contre la marginalisation électorale des jeunes

LÉO BUREAU-BLOUIN

Adjoint parlementaire à la première ministre pour les dossiers jeunesse et député de Laval-des-Rapides.

En 2009, moins de 30% des jeunes Québécois se sont présentés aux urnes pour élire leur conseil municipal. Ce désintérêt marqué envers la politique municipale n'est pas sans conséquence pour la jeunesse. En effet, cette faible participation électorale n'encourage en rien les candidats à prononcer des engagements qui ciblent les jeunes, et surtout, elle n'incitera pas les prochains maires et mairesses à orienter leurs politiques en fonction des intérêts de la jeunesse. Pourtant, ce ne sont pas les enjeux qui manquent. Qu'on pense aux débats sur les régimes de retraite, à l'impact de la corruption sur la santé de nos institutions démocratiques, à l'état de nos infrastructures de loisirs, à la qualité du transport en commun ou à l'étendue du réseau des pistes

cyclables, tous ces enjeux nous touchent et s'ils ne sont pas bien planifiés aujourd'hui, ils pourraient grandement affecter notre marge de manœuvre collective dans le futur.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que le poids démographique des jeunes Québécois diminuera significativement au cours des prochaines années. Alors que le groupe des 15-29 ans représente actuellement 19% de la société québécoise, il n'en représentera plus que 16% en 2030, selon l'Institut de la Statistique du Québec. Les 15-29 ans représentaient 30% de la population en 1976. À l'opposé, le nombre de Québécois ayant plus de 65 ans explosera, passant de 18% de la population en 2013 à 25% en 2030. Lorsqu'on superpose ces importants changements démographiques à une faible participation électorale des jeunes, on peut d'ores et déjà anticiper que les prochaines campagnes électorales donneront lieu à une marginalisation croissante des enjeux jeunesse.

Devant ce constat, il devient impératif d'investir les différents lieux décisionnels, en commençant par les boîtes de scrutin. La jeunesse québécoise doit contrebalancer cette situation démographique qui la désavantage par une participation accrue dans tous les forums pertinents. Si la génération du baby-boom a pu modeler la société québécoise [...], les jeunes d'aujourd'hui devront faire de même en utilisant les leviers que sont l'engagement et la détermination. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une détermination à bâtir des collectifs qui pourront garantir aux générations futures une qualité de vie équivalente, voire supérieure à celle que nous connaissons aujourd'hui.

Le 3 novembre, il ne s'agira pas que d'un vote pour déterminer la fréquence de la collecte des ordures ou de la réparation des nids-de-poule, ce sera l'occasion d'envoyer le signal que la jeunesse est bel et bien présente, qu'elle se préoccupe de l'avenir de nos milieux de vie et qu'elle souhaite jouer un rôle actif dans la construction du Québec.

ARCHITECTURE + DESIGN



PHOTOS VITTORIO VIEIRA

Plusieurs œuvres du créateur Rad Hourani sont présentées au Centre Phi jusqu'au 30 novembre.

Un rad-art du langage visuel

Le Centre Phi de Montréal présente le designer québécois Rad Hourani au fil de cinq années de création

Ce mois-ci, il est l'artiste et le commissaire invité du Centre Phi avec son exposition *Rad Hourani sous toutes ses coutures, 5 ans de créations unisexes*. À l'initiative de la fondatrice et commissaire permanente Phoebe Greenberg, le créateur a accepté de se dévoiler sous ses angles de grand couturier, de photographe, de réalisateur, d'architecte des corps en mouvement et de l'âme humaine. Virtuose du visuel, le premier designer canadien à être entré dans le cercle fermé de la haute couture parisienne aurait pu exposer à Paris, à Londres ou à New York: Rad Hourani a choisi Montréal pour faire le bilan de cinq années d'exploration.



EMMANUELLE VIEIRA

Rad Hourani est un être à part. Il fait penser au Petit Prince de Saint-Exupéry. Avec son monde à lui, son regard frais sur les choses et sa beauté intérieure qui transperce tout ce qu'elle touche, il est attachant et redoutablement intelligent. L'exposition au Centre Phi, c'est son bébé: il a mis neuf mois à la peaufiner. Le résultat est à l'image de tout ce qu'il crée: en équilibre entre le noir et le blanc, tout en nuances, riche en subtilités et en non-dits.

Il aurait pu rester centré sur lui-même, comme le font beaucoup de créateurs, mais il a opté pour l'ouverture, invitant architecte, peintre, designer, chorégraphe et musiciens à se joindre à lui pour chanter en chœur cette symphonie de l'unisexe: un monde libre dans lequel les opposés s'attirent et se complètent plutôt que de se repousser. «Je n'aurais pas pu m'exprimer aussi bien ailleurs, souligne Rad Hourani, le Centre Phi est le seul endroit qui

permettait d'utiliser autant de supports et de voix à la fois.»

Phoebe Greenberg a d'abord entendu parler de Rad Hourani par son fils, un admirateur inconditionnel du couturier, mais c'est l'artiste Renata Morales qui les a présentés. «J'ai tout de suite trouvé la démarche artistique de Rad très intéressante, explique M^{me} Greenberg. Il pos-

Son «voyage du corps» se transpose sous forme d'immenses murs sur lesquels défilent des anatomies de tous âges et de toutes origines

se sède une grande culture en arts visuels et une compréhension très pointue de l'esthétique en trois dimensions. Il réfléchit beaucoup à la manière de porter un vêtement, au mouvement, à la façon dont le corps voyage dans l'espace. C'est un grand couturier, mais c'est aussi un grand photographe et un remarquable réalisateur.»

Ce «voyage du corps» se transpose dans l'exposition sous forme d'immenses murs en pa-

pier peint sur lesquels défilent des anatomies de tous âges et de toutes origines, de manière rythmée et graphique. «Avant de dessiner un vêtement, dit Rad, j'ai passé un an à étudier le corps humain, des corps de toutes les tailles et de toutes les formes.»

À cette murale succède celle des patrons aux formes architecturales. «Une fois le corps humain disséqué visuellement, j'étais prêt à fabriquer mes propres patrons unisexes. J'ai toujours voulu faire des vêtements pour l'hu-

main, en dehors de tout effet de mode, d'âge ou de sexe.»

Mais derrière cette absence de genre ou de race se cache une volonté beaucoup plus grande: celle d'exister loin des codes et des barrières qu'on nous impose. Et l'exposition rend admirablement cet aspect. En déconstruisant anatomies et silhouettes, on finit par se concentrer sur l'essentiel: le mouvement, l'énergie, un frisson, la beauté, la vie.

Aux côtés des murales des corps et des patrons unisexes, des murs des portraits et des collections, se trouve un mur de six vidéos qui sont l'aboutissement en trois dimensions de toute cette analyse et dissection en deux dimensions. Dans la grande salle de projection, un montage de poèmes visuels réalisé par Rad Hourani finit d'éveiller tous nos sens et réussit à nous placer dans un état d'apaisement, une forme d'apothéose du questionnement par rapport à notre corps et à ce que nous sommes réellement.

La vie, une création

Pour Hourani, la vie est une création, mais aussi un partage continu, une communion entre disciplines et créateurs. Au rez-de-chaussée du Centre Phi, il a ouvert une boutique éphémère dans laquelle il a placé les livres de sa bibliothèque personnelle, des œuvres exclusives réalisées en collaboration avec d'autres artistes, un choix de vêtements issus de toutes ses collections de prêt-à-porter, une réédition du parfum Ascent et son tout nouveau livre *Rad Hourani 5 Years of Unisex*, tiré à seulement à 300 exemplaires.

«Exposer et vendre des livres qui m'appartiennent depuis l'âge de 18 ans, c'était important pour moi», dit-il. Parmi ces ouvrages phares, on trouve un très beau bouquin sur Coco Chanel qui trône aux côtés d'un ouvrage sur Pierre Cardin: «Chanel, c'est l'érotisme élégant, le noir et blanc, l'audace d'une créatrice qui a su amener l'idée d'un pantalon pour femmes. Cardin, c'est aussi l'avant-garde; il a apporté quelque chose qui n'existait pas, une mode plastifiée, accessible.»

Il y a aussi plusieurs livres du photographe américain Robert Mapplethorpe, l'un des artistes fétiches de Hourani, et des ouvrages consacrés à l'œuvre d'Helmut Newton. Puis, pêle-mêle sur les comptoirs, il y a des livres sur la typographie Helvetica, sur l'étude des visages, sur l'architect-

ture moderne, sur le cinéma érotique, sur Warhol et sur Almodóvar. Parcourir les pages de ces magnifiques documents grand format nous fait pénétrer dans un monde où l'esthétisme côtoie le mystère, où la beauté a parfois des allures très cruelles et où le décalage est permanent, bien loin de la vie édulcorée à laquelle on nous a habitués.

Dans l'œil de l'autre

Face à cette bibliothèque très personnelle ouverte au public, Rad Hourani a demandé à des amis créateurs de concevoir une ou plusieurs œuvres uniques pour l'événement. Une photographie noir et blanc d'un escalier et deux sculptures tranchées en noir et blanc de l'architecte Gilles Saucier interrogent la matière noire et son potentiel de contenir l'espace.

Comme dans les œuvres de Hourani, le noir n'est pas le négatif du blanc, mais le complément de celui-ci. Il est la représentation d'une création en devenir, un espace imaginaire dans lequel bouillonnent vie et mouvement.

D'autres créations enrichissent cet espace de communion artistique. Il y a d'abord les aquarelles-imprimés de Renata Morales, pleines de spontanéité, de joie et de noirceur. Puis la série *Mask-à-Rad* conçue par la peintre Leela Sum, dont les mystérieuses silhouettes en noir et blanc se font l'écho d'un art primitif ou de dessins africains très anciens.

Sur le mur, une magnifique chorégraphie d'Edouard Lock filmée par Rad Hourani met en scène une danseuse vêtue d'un corset qui se transforme peu à peu en veste, rendant l'apparence féminine plutôt masculine. Pour Lock comme pour Hourani, danse et visuel ont un impact sur le public qui n'est pas aussi rationnel et défini que celui du mot.

Intéressés par le mystère inhérent à la danse ou aux

images, les deux artistes aiment disloquer la perception que nous avons de notre propre corps en nous offrant une approche plus viscérale et beaucoup moins contrôlée par l'intellect.

À côté de la boutique éphémère se trouve un autre espace d'échange dans lequel Rad Hourani expose sa fameuse veste interactive, qu'il avait déjà présentée à la Tate Modern de Londres. Avec des caméras intégrées au vêtement, la veste capte les visages des visiteurs qui sont ensuite projetés sur différents écrans du Centre Phi.

Penser en images

Cette exposition est l'occasion rêvée d'apprendre à penser en images plutôt qu'en mots, à déconstruire notre univers pour en rebâtir un plus libre et plus ouvert.

Débarassé de toutes les étiquettes qui collent à la peau, Rad Hourani nous montre comment déchiffrer les zones d'ombre qui sont presque plus importantes que les choses elles-mêmes. Ici, l'âme humaine et ses secrets s'expriment pleinement dans les craquelures d'un monde étrange et Rad-icalement beau.

Collaboratrice
Le Devoir

L'expo-événement

8 novembre: **conférence** de Rad Hourani (gratuit).
14 novembre: **Pierre Lapointe** au piano, avec des images inédites de Hourani.
29 novembre: Jacques Greene revêt la **veste interactive** du créateur pour un grand spectacle de clôture.
L'exposition: jusqu'au 30 novembre au Centre Phi, 407, rue Saint-Pierre à Montréal. phi-centre.com, radhourani.com.

